

FICHE ÉLECTEUR : LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE

RÉFÉRENCES JURIDIQUES

- Code général de la fonction publique, notamment les articles R 211-334 à R 211-336.

A. Les agents ayant la qualité d'électeur

La qualité d'électeur s'apprécie au regard de la situation de l'agent à la date du scrutin.

<p>CONTRACTUELS DE DROIT PUBLIC</p>	<p>Les agents contractuels de droit public en position d'activité ou en congés rémunérés (<i>congés annuels, maladie, formation, maternité, paternité, ...</i>) ou en congé parental et qui bénéficient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'un contrat à durée indéterminée (CDI), • D'un contrat à durée déterminée (CDD) d'une durée minimale de 6 mois depuis au moins 2 mois, • De CDD reconduit successivement depuis au moins 6 mois. <p>① Les « faux vacataires » employés tout au long de l'année étant susceptibles d'être requalifiés en contrat permanent de droit public par le juge administratif sont également à prendre en compte.</p> <p>Ces dispositions concernent les contractuels de droit public recrutés sur les fondements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Article L 332-13 du CGFP : remplacement d'un agent permanent • Article L 332-23 du CGFP : accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, • Articles L 332-24 et suivants du CGFP : contrat de projet, • Article L 332-8 du CGFP : absence de cadre d'emploi, lorsque les besoins ou la nature des fonctions le justifient, commune nouvelle, temps non complet inférieur à 50 %, ... • Article L 332-14 du CGFP : vacance temporaire dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire, • Articles L 352-4 et suivants du CGFP : travailleur handicapé, • Article L 343-1 du CGFP : emploi de direction, • Articles L 333-1 et L 33-12 du CGFP : collaborateur de cabinet ou de groupe d'élus, • Article L 445-1 du CGFP : reprise de personnel de droit public par une personne publique, • Article L 1224-3 du Code du travail : reprise de personnel de droit privé par une personne publique, • Articles L 326-10 et suivants : contrat PACTE, • Code de l'action sociale : assistantes maternelles et familiales – catégorie C.
--	--

CAS PARTICULIER EMPLOYEURS MULTIPLES	<p>Les agents contractuels recrutés auprès de plusieurs employeurs sont électeurs dans chacune des collectivités ou établissements publics qui les emploient lorsque les CCP sont distinctes.</p> <p>En revanche, s'ils relèvent pour tous leurs employeurs publics d'emplois de la CCP placée auprès du CDG, ils ne sont électeurs qu'une fois.</p> <p>L'agent votera alors au titre de son employeur principal (<i>c'est-à-dire auprès duquel il effectue le plus d'heure de travail, ou en cas de durée hebdomadaire de service identique, celui où l'agent a le plus d'ancienneté</i>).</p>
CONTRACTUEL MIS À DISPOSITION	<p>Les contractuels de droit public en CDI mis à disposition auprès d'un autre employeur public est électeur auprès de l'employeur d'origine.</p> <p>Les contractuels de droit public mis à disposition d'une organisation syndicale sont électeurs auprès de l'employeur d'origine.</p>
MAJEURS SOUS TUTELLE	<p>Lorsqu'il ouvre ou renouvelle une mesure de tutelle, le juge statue sur le maintien ou la suppression du droit de vote de la personne protégée (<i>article L5 du Code électoral</i>).</p> <p>Le titulaire sous tutelle est donc électeur si le juge a maintenu le droit de vote de celui-ci.</p>
MAJEURS SOUS CURATELLE	<p>Les titulaires majeurs sous curatelle sont électeurs.</p>

B. Les non électeurs

FONCTIONNAIRES	<p>Les fonctionnaires stagiaires et titulaires ne sont pas électeurs.</p>
CONTRACTUELS DE DROIT PRIVÉ	<p>Les agents recrutés sur des contrats de droit privé tels que les contrats aidés (CAE, contrat d'avenir, ...) et les apprentis ne sont pas électeurs.</p>
CONTRAT DE MOINS DE 6 MOIS OU DISCONTINU	<p>Les contractuels de droit public ayant un contrat d'une durée inférieure à 6 mois ou d'une durée minimale de 6 mois mais depuis moins de 2 mois, ou reconduit de façon discontinue ne sont pas électeurs.</p>
EN CONGÉ SANS TRAITEMENT	<p>Les contractuels de droit public (<i>CDD ou CDI</i>) en congé sans traitement ou en congé non rémunéré <u>à l'exception du congé parental</u>.</p>
AGENTS EXCLUS DE LEURS FONCTION	<p>Les agents exclus de leurs fonctions suite à sanction disciplinaire, ne sont pas électeurs car ces agents n'exercent pas leurs fonctions.</p> <p>Il convient donc d'être attentif aux dates d'effet des sanctions d'exclusion de fonctions.</p> <p>En revanche, les agents suspendus de fonction sont considérés en position d'activité, et sont donc électeurs.</p>